

COMMUNIQUE PUBLIE A L'ISSUE DES ENTRETIENS ENTRE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE ET LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS, A LA MARTINIQUE 16 DECEMBRE 1974

=POLITIQUE EXTERIEURE= LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, VALERY GISCARD D'ESTAING ET LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS, GERALD R. FORD, SE SONT RENCONTRES A LA MARTINIQUE LES 14, 15 ET 16 DECEMBRE 1974 POUR EXAMINER DES PROBLEMES ACTUELS D'INTERET COMMUN. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, JEAN SAUVAGNARGUES, LE SECRETAIRE_D_ETAT ET ASSISTANT DU PRESIDENT POUR LES QUESTIONS DE SECURITE NATIONALE HENRY A. KISSINGER, LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES JEAN-PIERRE FOURCADE ET LE SECRETAIRE AU TRESOR WILLIAM SIMON ONT PARTICIPE A LEURS DISCUSSIONS. LES MINISTRES ONT EGALEMENT EU DES ENTRETIENS COMPLEMENTAIRES. LA REUNION S'EST TENUE DANS UN CLIMAT DE CORDIALITE ET DE CONFIANCE MUTUELLE. LE PRESIDENT GISCARD D'ESTAING ET LE PRESIDENT FORD SE SONT FELICITES D'AVOIR AINSI PU PROCEDER A UN EXAMEN DETAILLE DE TOUTES LES QUESTIONS D'INTERET COMMUN. EN TANT QU'AMIS ET ALLIES DE LONGUE DATE, LES DEUX PAYS PARTAGENT DES VALEURS ET DES BUTS COMMUNS, ET LES DEUX PRESIDENTS ONT MANIFESTE LEUR DETERMINATION DE COOPERER SUR CES BASES EN_VUE DE LA SOLUTION DES PROBLEMES COMMUNS. ILS ONT PASSE EN-REVUE LA SITUATION INTERNATIONALE DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE\

=POLITIQUE EXTERIEURE = LUTTE CONTRE L'INFLATION= LES DEUX PRESIDENTS SONT CONVENUS QUE LES GOUVERNEMENTS DES ETATS-UNIS ET DE LA COMMUNAUTE_EUROPEENNE, AU NOM DE LAQUELLE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE S'EST EXPRIME A CE SUJET, DOIVENT ADOPTER DES POLITIQUES ECONOMIQUES QUI SOIENT COHERENTES ENTRE ELLES AFIN QU'ELLES PARVIENNENT EFFICACEMENT A EVITER LE CHOMAGE TOUT EN COMBATTANT L'INFLATION\

=POLITIQUE EXTERIEURE = COMMERCE EXTERIEUR= ILS SONT EN-PARTICULIER CONVENUS QU'IL ETAIT IMPORTANT D'EVITER DES MESURES DE _NATURE PROTECTIONNISTE. ET ILS ONT DECIDE DE PRENDRE L'INITIATIVE DE CONVOQUER DE NOUVELLES RENCONTRES INTERGOUVERNEMENTALES DANS LA MESURE OU CELA SERAIT NECESSAIRE POUR OBTENIR LA COHERENCE VOULUE ENTRE LES POLITIQUES ECONOMIQUES DES PAYS INDUSTRIELS\

=POLITIQUE EXTERIEURE = SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL= ETANT DONNE LA RAPIDITE DE L'EVOLUTION DES SITUATIONS FINANCIERES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI, LES PRESIDENTS ESTIMENT TOUS DEUX SOUHAITABLE DE MAINTENIR L'IMPULSION DONNEE A L'ETUDE D'UNE COOPERATION FINANCIERE PLUS ETROITE, A LA FOIS AU-SEIN DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL =FMI= ET PAR DES MESURES COMPLEMENTAIRES. PARMI LES MESURES SPECIFIQUES DESTINEES A RENFORCER LA STRUCTURE FINANCIERE EXISTANTE, LES PRESIDENTS SONT CONVENUS QU'IL SERAIT APPROPRIE QUE TOUT GOUVERNEMENT QUI SOUHAITERAIT LE FAIRE EVALUE SES AVOIRS EN OR `METAL` `REEVALUATION DES ENCAISSES` SUR LA BASE DES PRIX COURANTS DU MARCHE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= LES DEUX PRESIDENTS ONT PROCÉDÉ À UN EXAMEN APPROFONDI DU PROBLÈME DE L'ÉNERGIE ET DE SES GRAVES EFFETS SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE QU'IL PERTURBE. ILS ONT RECONNU L'IMPORTANCE QUE REVÊT POUR LES ÉTATS-UNIS, POUR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET POUR D'AUTRES PAYS INDUSTRIALISÉS LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES DE CONSERVATION DE L'ÉNERGIE, DE DÉVELOPPEMENT DE SOURCES D'ÉNERGIE EXISTANTES ET NOUVELLES ET LA MISE EN ŒUVRE DE NOUVEAUX MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ FINANCIÈRE. ILS ONT SOULIGNÉ L'IMPORTANCE DE LA SOLIDARITÉ SUR CES QUESTIONS ENTRE LES PAYS IMPORTATEURS DE PÉTROLE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= LES DEUX PRESIDENTS ONT ÉGALEMENT EU UN ÉCHANGE DE VUES SUR L'OPPORTUNITÉ D'UN DIALOGUE ENTRE LES CONSOMMATEURS ET PRODUCTEURS ET, À CET EGARD, ILS ONT EXAMINÉ LA PROPOSITION FAITE LE 24 OCTOBRE 1974 PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DE TENIR UNE CONFÉRENCE DES PAYS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS DE PÉTROLE. ILS SONT CONVENUS QU'IL SERAIT SOUHAITABLE DE CONVOQUER UNE TELLE CONFÉRENCE DANS LES MEILLEURS DÉLAIS. ILS ATTACHENT DE L'IMPORTANCE À CE QUE TOUTES LES PARTIES CONCERNÉES SOIENT MIEUX INFORMÉES DE LEURS INTÉRÊTS ET DE LEURS PRÉOCCUPATIONS RESPECTIFS, ET À CE QUE DES RELATIONS HARMONIEUSES SOIENT ÉTABLIES ENTRE ELLES POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE SUR DES BASES SAINES. LES DEUX PRÉSIDENTS ONT CONSTATÉ QUE LEURS VUES SUR CES QUESTIONS ÉTAIENT COMPLÉMENTAIRES, ET DANS CETTE PERSPECTIVE, ILS SONT CONVENUS QUE LES MESURES SUIVANTES, LIÉES ENTRE ELLES, DEVRAIENT ÊTRE PRISES SUCCESSIVEMENT. ILS SONT CONVENUS QUE DES MESURES SUPPLÉMENTAIRES DEVRAIENT ÊTRE PRISES DANS LE CADRE DES INSTITUTIONS ET DES ACCORDS EXISTANTS AUXQUELS ILS SONT PARTIES, ET EN CONSULTATION AVEC LES AUTRES CONSOMMATEURS INTÉRESSÉS, EN VUE DE RENFORCER LEUR COOPÉRATION. EN PARTICULIER, UNE TELLE COOPÉRATION DEVRAIT INCLURE DES PROGRAMMES DE CONSERVATION DE L'ÉNERGIE, DE DÉVELOPPEMENT DES SOURCES D'ÉNERGIE EXISTANTES ET NOUVELLES ET DE SOLIDARITÉ FINANCIÈRE. EN SE FONDANT SUR LES PROGRÈS SUBSTANTIELS QUI SÉRAIENT OBTENUS DANS LES DOMAINES SUSMENTIONNÉS, LES DEUX PRÉSIDENTS SONT CONVENUS QU'IL SERAIT SOUHAITABLE DE PROPOSER LA TENUE D'UNE RÉUNION PRÉPARATOIRE ENTRE CONSOMMATEURS ET PRODUCTEURS POUR METTRE AU-POINT UN ORDRE DU JOUR ET DES PROCÉDURES POUR UNE CONFÉRENCE ENTRE LES CONSOMMATEURS ET LES PRODUCTEURS. UNE TELLE RÉUNION PRÉPARATOIRE DEVRAIT SE TENIR EN MARS 1975. LES DISCUSSIONS PRÉPARATOIRES SERONT SUIVIES DE CONSULTATIONS INTENSIVES PARMI LES PAYS CONSOMMATEURS EN VUE D'ÉLABORER DES POSITIONS POUR LA CONFÉRENCE. LES DEUX PRÉSIDENTS ESTIMENT QUE LES ACTIONS ÉNUMÉRÉES CI-DESSUS DOIVENT SE DÉROULER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE, COMPTÉ TENU DE L'INTÉRÊT COMMUN QUE LES ÉTATS-UNIS, LA FRANCE ET TOUS LES PAYS INTÉRESSÉS ONT À FAIRE FACE À CETTE SITUATION CRITIQUE\

=POLITIQUE EXTERIEURE = CSCE= LE PRÉSIDENT GISCARD D'ESTAING ET LE PRÉSIDENT FORD ONT EXAMINÉ L'ÉVOLUTION ACTUELLE DES RELATIONS EST - OUEST. ILS SE SONT ENTRETENUS DE LEURS RENCONTRES RESPECTIVES AVEC M. BREJNEV ET M. KISSINGER A FAIT UN RAPPORT SUR SES ENTRETIENS AVEC LES DIRIGEANTS DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE. ILS ONT PROCÉDÉ À UN ÉCHANGE DE VUES SUR LE DÉROULEMENT DES NÉGOCIATIONS EST - OUEST, Y COMPRIS LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION. ILS ONT EXPRIMÉ LEUR CONVICTION QUE DES PROGRÈS ÉTAIENT ACCOMPLIS DANS LA VOIE DE LA DÉTENTE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= LES DEUX PRÉSIDENTS ONT PROCÉDÉ À UN ÉCHANGE DE VUES SUR LA SITUATION ACTUELLE AU PROCHE-ORIENT. ILS SONT TOMBÉS D'ACCORD SUR L'IMPORTANCE DE PROGRÈS RAPIDES VERS UNE PAIX JUSTE ET

DURABLE DANS CETTE REGION DU MONDE\

=POLITIQUE EXTERIEURE = EUROPE POLITIQUE= LE PRESIDENT GISCARD D'ESTAING A DECRIT LES EFFORTS ACCOMPLIS PAR LA FRANCE ET LES AUTRES PAYS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE POUR FAVORISER LE PROCESSUS DE L'UNITE EUROPEENNE. LE PRESIDENT FORD A REAFFIRME L'APPUI CONSTANT DES ETATS-UNIS AUX EFFORTS FAITS EN_VUE DE REALISER L'UNITE EUROPEENNE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= LES DEUX PRESIDENTS ONT EXAMINE LA SITUATION EN INDOCHINE. ILS ONT CONSTATE QUE LES PROGRES DE RECONCILIATION ET DE REUNIFICATION AU LAOS ETAIENT ENCOURAGEANTS. LES DEUX PRESIDENTS SONT CONVENUS DE LA NECESSITE POUR TOUTES LES PARTIES INTERESSEES, D'APPORTER LEUR PLEIN APPUI AUX ACCORDS DE PARIS SUR LE VIETNAM. AU SUJET DU CAMBODGE, ILS ONT EXPRIME L'ESPOIR QUE LES PARTIES EN CONFLIT ENTAMENT DES NEGOCIATIONS DANS UN PROCHE AVENIR PLUTOT QU'ELLES NE CONTINUENT A SE BATTRE. ILS EXPRIMENT L'ESPOIR QU'A LA SUITE DU LAOS, LE CAMBODGE ET LE VIETNAM TROUVENT EGALEMENT DES MOYENS POLITIQUES POUR PARVENIR A LA PAIX CIVILE\

=POLITIQUE EXTERIEURE = FORCES NUCLEAIRES STRATEGIQUES= LES DEUX PRESIDENTS ONT REITERE LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES DEUX GOUVERNEMENTS, EN TANT QUE MEMBRES DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE, DE MAINTENIR DES RELATIONS ETROITES EN-MATIERE DE DEFENSE. ILS CONSIDERENT QUE LA COOPERATION ENTRE LA FRANCE ET L'OTAN EST UN FACTEUR IMPORTANT POUR LA SECURITE DE L'EUROPE. ILS ONT NOTE AVEC SATISFACTION QUE LES MESURES POSITIVES PRISES AU-COURS DE LA RENCONTRE AMERICANO - SOVIETIQUE DE VLADIVOSTOK SUR LES NEGOCIATIONS SALT ONT REDUIT LA MENACE D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS NUCLEAIRES. LES DEUX PRESIDENTS ONT EXAMINE LA QUESTION DE SAVOIR COMMENT EN TANT QU'EXPORTATEURS DE MATIERES ET DE TECHNIQUES NUCLEAIRES, LES DEUX PAYS POURRAIENT COORDONNER LEURS EFFORTS AFIN D'ASSURER DE MEILLEURES GARANTIES EN CE QUI CONCERNE LES MATIERES NUCLEAIRES. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A INDIQUE QUE SON GOUVERNEMENT ETAIT DISPOSE A PARVENIR A UN REGLEMENT FINANCIER AU SUJET DU TRANSFERT HORS DE FRANCE, EN 1967, DES FORCES AMERICAINES ET DES BASES CONCEDEES A L'OTAN. L'OFFRE FRANCAISE DE 100 MILLIONS DE DOLLARS EN REGLEMENT GLOBAL A ETE FORMELLEMENT ACCEPTEE PAR LE PRESIDENT FORD\ LES DEUX PRESIDENTS ONT CONSTATE, EN CONCLUSION, QUE LE CONTACT PERSONNEL ET LES ECHANGES_DE_VUES AU-COURS DE CETTE RENCONTRE AVAIENT FAIT APPARAITRE UN ACCORD SUR DE NOMBREUSES QUESTIONS ET ILS ONT EXPRIME LEUR VOLONTE DE MAINTENIR UN CONTACT ETROIT AFIN DE COOPERER D'UNE MANIERE APPROFONDIE DANS LES DOMAINES D'INTERET COMMUN AUX DEUX PAYS\